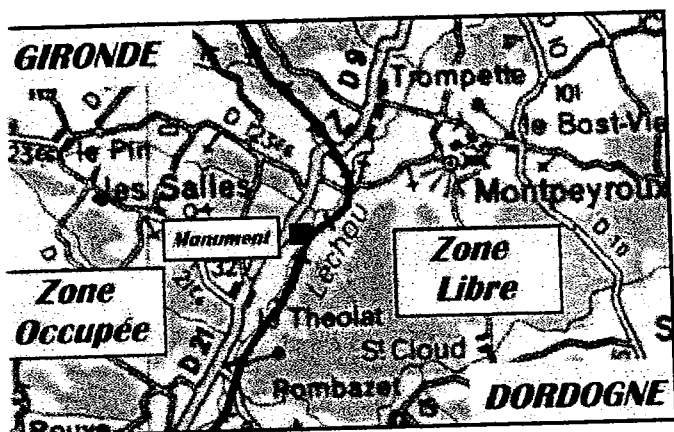


La nouvelle inscription, dans sa sobriété, est là pour témoigner de la volonté des hommes de ne pas laisser sombrer dans l'oubli les mesures vexatoires dont la Franc-Maçonnerie a fait l'objet au cours de cette période sensible de notre histoire contemporaine et de rappeler, par la restitution des ornements symboliques de la façade, que « les Français travaillent à bâtir le Temple de l'humanité ».

Ainsi, comme nous venons de le voir, l'Etat français s'est engagé seul - et sans aucune pression de l'occupant - dans la condamnation des figures de l'« Anti-France » et dans la voie de la répression et de la persécution à l'égard des membres de certains courants politiques, de certaines communautés ou associations.

Si la plupart des Français cherchent simplement à s'adapter à la situation et à survivre et, unis par la défaite, se rangent derrière le maréchal Pétain, il est pourtant des Français (bien peu nombreux) qui, refusant la défaite, l'occupation et la compromission avec le nazisme, choisissent une toute autre voie, celle de la liberté et de l'honneur et s'engagent dans la Résistance.



Ils sont une poignée, dans notre département qui, dès juin 1940, choisissent, comme le dit un jour Gilbert Renault, plus connu sous le nom de « Rémy » à son agent de liaison, Paul Mauger, alias « Pierre », « la voie étroite, celle où il y a plus de coups à recevoir que d'honneur à glaner mais qui est la route du devoir que [leur] dicte leur conscience » et forment l'embryon du premier des réseaux Forces Françaises Combattantes.

Aujourd'hui, à quelques centaines de mètres des limites de notre département se trouve un ensemble monumental qui évoque la mémoire d'un des premiers réseaux constitués dans notre pays et plus particulièrement en Dordogne, celui de C.N.D. c'est-à-dire « Confrérie Notre-Dame ».

Marie Rigoulet a évoqué, pour nous, celui qui est à l'origine du premier réseau de la France Libre, Louis de La Bardonnie.

C'est au château La Roque, près de Saint-Antoine-de-Breuilh, que, dès le 11 juin 1940, il se réunit avec cinq amis. « Il fallait faire quelque chose, souligne-t-il. Mais quoi ? mais comment ? avec quoi ? ». Quelques jours plus tard, il entend « à six heures de l'après-midi par hasard » cet appel qui est aujourd'hui fameux : « Les enfants avaient mis Radio-Londres, précise-t-il. Et j'ai entendu de Gaulle. A l'instant même, j'étais si abasourdi que je n'ai pas compris. Puis d'un coup, tout s'est éclairé. Je me suis levé et j'ai crié à mon épouse : « Nous avons gagné la guerre ». Car nous savons tous que, depuis que le monde est monde, quand on ne cède pas, toujours on gagne... ».

Louis de La Bardonnie trouve ce jour-là une nouvelle raison d'espérer : « L'appel du 18 juin a été la boussole, le phare dans la tempête ».



C'est avec six de ses amis qui, comme lui, n'admettent ni la défaite, ni l'occupation, ni l'implantation d'un régime fasciste en France, qui refusent de ne plus être des hommes libres qu'il constitue l'embryon de ce qui va devenir le plus important réseau de renseignements militaires de la Résistance et l'un des tout premiers créés en France.

Les pionniers sont au nombre de sept : autour de Louis de La Bardonnie, alias « Isabelle », on retrouve Paul Armbruster, alias « Alaric », Pierre Beausoleil, alias « Pierrot », le Docteur Gaston Pailloux, alias « Alceste », Paul Dungler, Jean Eschbach et l'abbé de Dartein. Leurs épouses respectives sont, comme « Isabelle » aime à le dire, « dans le coup », bien sûr.

Dans un témoignage écrit en décembre 1977, Louis de La Bardonnie évoque les premiers pas de l'organisation qu'ils viennent de mettre sur pied : « **A l'échelle de nos modestes moyens, nous envisageâmes une action en quatre points :**

1 - Etablir des points de passage « sûrs » de la ligne de démarcation, avec contacts de part et d'autre.

2 - Saboter au maximum - mais prudemment - tout ce qui pouvait servir aux occupants.

3 - Etablir des points d'observation aux endroits importants : La Rochelle-Pallice (par le Docteur Pailloux) ; port de Bordeaux et estuaire de la Gironde (moi, par le pilotage où j'étais parfaitement introduit) ; frontière suisse (par Dungler) ; Alsace et Jura - pour l'évasion des prisonniers de guerre et entrées en Allemagne (par Jean Eschbach) ; ligne de démarcation (par Pierre Beausoleil).

4 - Collecter le maximum possible de renseignements de tous ordres : numéro des unités allemandes et italiennes ; totems des véhicules ; nombre et matricules des sous-marins allemands et italiens à Bordeaux et la Pallice ; noms et fonctions des officiers ennemis - à partir du grade de commandant - des navires et unités de troupe ; tous mouvements des navires au service des occupants ; etc... ».



Peu à peu, le réseau s'étoffe et les renseignements finissent par arriver. Il faut les transmettre. Mais comment ?

Le 14 juillet 1940, Paul Armbruster part en Suisse apporter un premier courrier qu'il dépose à l'ambassade de Grande Bretagne. Le 8 août 1940, accompagné d'« Isabelle », ils réitèrent l'opération, confiant à la même ambassade un très volumineux courrier. Il en est de même les 7 et 28 septembre 1940. La police suisse finit par repérer leur manège et, à la sortie du pays, leur signifie aussi courtoisement que fermement de ne plus recommencer.

« **Entre temps, écrit Louis de La Bardonnie, notre embryon de réseau avait pris une extension inespérée par l'appoint spontané d'hommes de très haute valeur, parfaitement placés, et nous fûmes totalement dépassés ; d'abord par le manque d'argent, ensuite pas de liaison avec Londres et enfin par l'absence de directives et de coordination.**

Pleinement conscients d'avoir de très précieux renseignements, de pouvoir en collecter de plus précieux encore, nous étions navrés de les entasser ici sans pouvoir les acheminer et de les voir se périmer inutilement ».



C'est pourquoi ils prennent la décision d'envoyer un nouvel émissaire, à Londres cette fois, afin de remettre un 5ème courrier, de faire connaître le réseau, d'établir une liaison, de demander des directives, un chef qualifié, un poste émetteur radio et de l'argent. La mission est confiée, malgré son âge (71 ans), à l'ancien précepteur du comte de Paris, l'abbé de Dartein : d'une part parce qu'il a des facilités pour se rendre au Portugal et, d'autre part, parce qu'il n'a pas de charge de famille.

Parti le 12 octobre 1940, l'ecclésiastique arrive à Londres sans encombre, nanti d'un courrier accompagné de nombreuses photos. Cette cinquième livraison paraît très intéressante. Elle recoupe les quatre premiers documents dont Londres, par peur d'une manœuvre d'intoxication, s'était méfié parce que « **trop beaux** » (sic). Il est immédiatement décidé d'envoyer un chargé de mission, afin de prendre contact, de juger de la situation et de rendre compte à Londres de ce que l'on peut attendre de ce réseau.

Ainsi, c'est dans la première quinzaine de novembre 1940 que la Résistance prend réellement vie en Périgord avec l'arrivée du célèbre « agent secret » Gilbert Renault, plus connu sous le nom de « Rémy ».



L'envoyé de Londres, dépêché par le B.C.R.A. (Bureau Central de Renseignements et d'Action que dirige Passy), par l'intermédiaire d'un Alsacien réfugié dont l'adresse lui a été donnée, en Angleterre, par l'abbé de Dartain - il s'agit de Paul Armbruster alias « Alaric » qui demeure aux environs de Sainte-Foy-la-Grande - fait la connaissance de Louis de La Bardonnie dont la demeure - à quelques kilomètres de Sainte-Foy-la-Grande, sur la route de Libourne - est toute proche de la ligne de démarcation.

Deux jours plus tard, avec la complicité du châtelain et de la famille Beausoleil, de Lamothe-Montravel, « Rémy » traverse clandestinement la Lidoire pour poursuivre sa mission en zone occupée, notamment à Bordeaux où, grâce aux agents recrutés par « Isabelle », il obtient, entre autres, de précieux renseignements sur la base sous-marine bordelaise.

Le colonel « Rémy », comme le souligne Louis de La Bardonnie, « **est absolument sidéré de l'organisation de nos points de passage et de la valeur de notre « antenne » girondine d'abord, de celle de la Pallice ensuite** ». Il décide aussitôt d'en rendre compte à Londres. Dans le tome 1 de son « *Histoire de la Résistance en France* », Henri Noguères évoque cet événement : « **décembre marque, pour lui, une date importante : l'envoi de son premier courrier, via l'Espagne. On peut constater à Londres, en le dépouillant, que les quelques semaines qui viennent de s'écouler ont été bien employées** ».

A son retour, début décembre, « Rémy » est chargé par Londres de prendre la tête de l'organisation dont, faute de moyens, les Périgourdins ont freiné le développement, se bornant à la structurer en profondeur et parfaire nos liaisons internes. « **Nous lui remîmes, raconte de La Bardonnie, une organisation solide, Prête à démarrer à fond ; 32 personnes de haute valeur et admirablement placées, des « antennes » sûres à La Rochelle-Pallice, Bordeaux, Pauillac, Le Verdon, Bayonne, Laruns-Campfranc, Pau, Toulouse (O.N.I.A.), Angoulême (E.D.F.), Lyon et... Vichy ; des points de passage de la ligne de démarcation (ici et dans le Jura), une liaison avec la Suisse et des « boîtes aux lettres » très sûres, un peu partout** ».

Désormais « Rémy » dispose d'une filière sûre qui lui permet de passer aussi souvent qu'il le veut - et il ne s'en prive pas - d'une zone à l'autre grâce à Pierre et Simone Beaussoleil en zone libre, et à Edouard et Marie Etourneau en zone occupée.

D'ailleurs, le premier élément de l'imposant mémorial des Salles de Castillon qui occupe une position centrale a été érigé à la mémoire d'Edouard Etourneau, alias « Moineau » qui fut victime de la barbarie nazie.



Sa propriété chevauchant la ligne de démarcation, « Moineau » est un « passeur ». Au moindre avertissement, sa femme et lui partent à bicyclette vérifier la position des patrouilles allemandes sur la D. 21. Dans les cas les plus critiques, Edouard Etourneau n'hésite pas à atteler les bœufs à sa charrette (à double fond) pour s'en aller quérir des fagots l'hiver, des gerbes ou du foin l'été et à passer ainsi de nombreux résistants de la zone occupée à la zone dite libre.



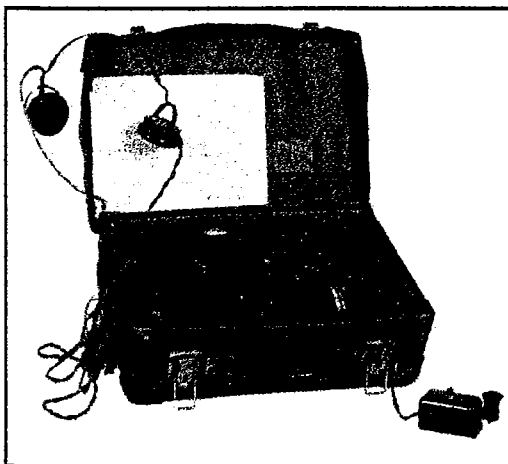
Parmi eux, se souvient Pierre Beaussoleil, « **un nommé Pédro** » qu'il a conduit chez de La Bardonnie. « **Pédro est encore passé deux fois. La troisième, il est venu avec sa famille. Nous les avons hébergés** ». Ce n'est que, bien plus tard, qu'ils apprennent qu'il s'agissait de Pierre Brossolette et de sa famille.

« Moineau » ne connaît pas un échec, mais il est suspecté et arrêté le 3 mars 1943. Il atterrit à Dora, camp de concentration proche de celui de Buchenwald qui ouvre ses portes à la fin de l'été 1943 et qu'on surnomme « le cimetière des Français » puisqu'en 19 mois, 4850 des nôtres y trouvent la mort dont « Moineau » qui y est assassiné par les nazis le 27 décembre 1944.

Ornée dans sa partie supérieure d'une croix de Lorraine en fil de fer barbelé, cette stèle, érigée dans l'immédiat après-guerre (1946) par le réseau « *CND-Castille* » et ses amis, porte sur le fût central l'inscription : « **A la mémoire d'Edouard Etourneau, dit Moineau, héros de 1914-1918, volontaire aux F.F.L., arrêté le 3.3.1943, assassiné par les nazis à Dora [annexe n° 5] le 27.12.1944. Le réseau « *CND-Castille* », ses amis. N'oublions jamais** ». A la base, une seconde inscription rappelle que « **ce monument a été élevé au point de passage du colonel Renault - « Rémy » entre les 2 zones. A la mémoire des 257 agents du réseau morts pour la France** ».



En ces mois de janvier et février 1941, le réseau est en pleine expansion. Plus d'une centaine d'agents viennent grossir les rangs de la C.N.D. Afin de faciliter le transit des informations, Passy s'efforce, depuis Londres, de fournir, via l'Espagne, des postes émetteurs-récepteurs à ces premiers chefs de mission. Les deux premiers postes acheminés ont reçu pour noms de code respectifs « *Cyrano* » pour celui qui est destiné à Gilbert Renault, alias « Rémy » et « *Roméo* » pour celui destiné à Pierre Fourcaud, alias « Lucas ».



Il s'agit des modèles les plus « miniaturisés » dont on peut alors disposer. « **C'est, constate « Rémy », lorsqu'on lui apporte à Madrid, Roméo, premier arrivé, une valise monumentale qui pèse bien une trentaine de kilos** ».

Ces postes, hélas, arrivent en miettes. C'est une profonde consternation pour ceux qui en attendent tant. « Roméo », arrivé en janvier, peut être réparé en 5 semaines, dans les ateliers de la Radio Nationale à Vichy, grâce à de précieuses complicités. C'est plus long pour « Cyrano » qui n'arrive qu'à la mi-mars et qui doit être envoyé à Marseille pour quelques « soins ».

« Rémy » reprend contact avec Fourcaud qui vient de « toucher » à la dernière lune un radio parachuté, le sergent-aviateur Laroche.

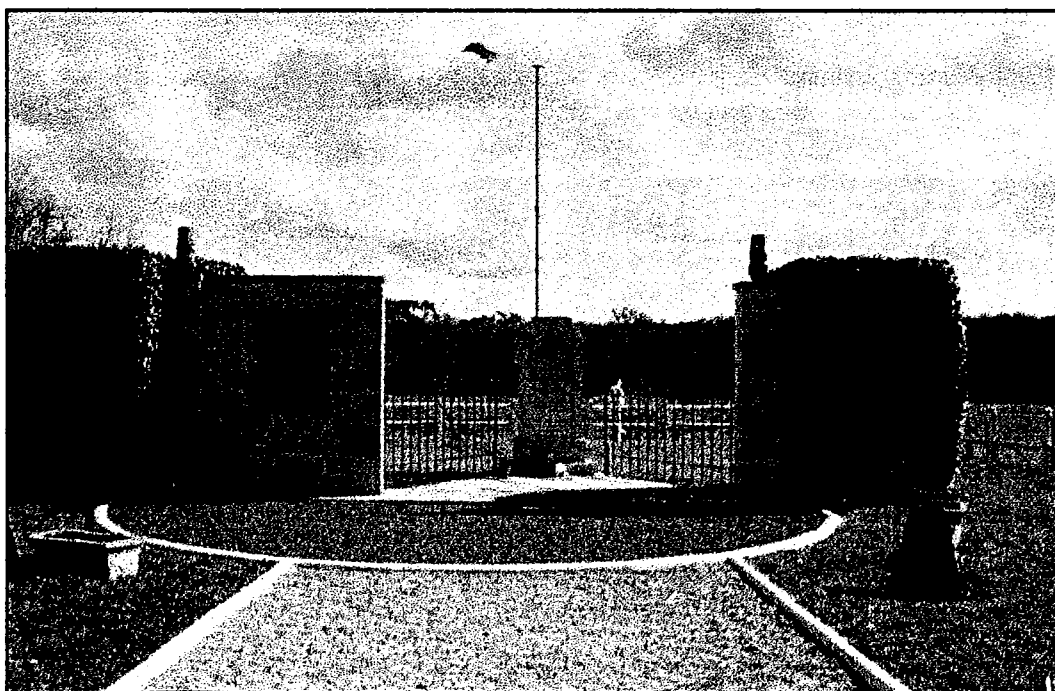
Ce dernier, « Roméo » une fois réparé, tente depuis quelques jours d'établir, depuis les environs d'Oloron, un premier contact avec Londres, mais cet essai s'avère infructueux. Certains renseignements « récoltés », comme les départs de sous-marins, ne pouvant pas attendre, tous partent aussitôt pour le Périgord pour voir si « Roméo » se comportera mieux chez de La Bardonnie, à Saint-Antoine-du-Breuilh.

A leur arrivée en Dordogne, c'est sans la moindre objection ni réserve, malgré le surcroît de risque que cela représente pour lui et les siens, que de La Bardonnie les accueille. Le château de La Roque offre en effet l'avantage d'être un lieu géographiquement médian permettant à « Roméo » et à son opérateur de travailler au profit de Fourcaud, de « Rémy » et de Jacques Duclos, alias « Saint-Jacques », blessé lors d'un parachutage « blind » c'est-à-dire « à l'aveuglette », au-dessus de la région du Bugue, en Dordogne, dans la nuit du 14 au 15 février 1941.

Le 17 mars 1941, à l'heure de la vacation avec Londres, dans la chambre qui lui a été dévolue et où il a tendu son antenne, le sergent-aviateur Laroche émet son indicatif. Fourcaud, « Rémy » et de La Bardonnie sont là, eux aussi. L'anxiété est grande car l'avenir immédiat de tout le réseau dépend de ce premier contact radio-télégraphique. « **Cette fois, écrit Henri Noguères, à la musiquette acide du signal morse répond un autre signal morse : la liaison est enfin établie** ». Un large sourire illumine tous les visages, tandis que part sur les ondes le premier message, qui sera bientôt suivi par beaucoup d'autres.



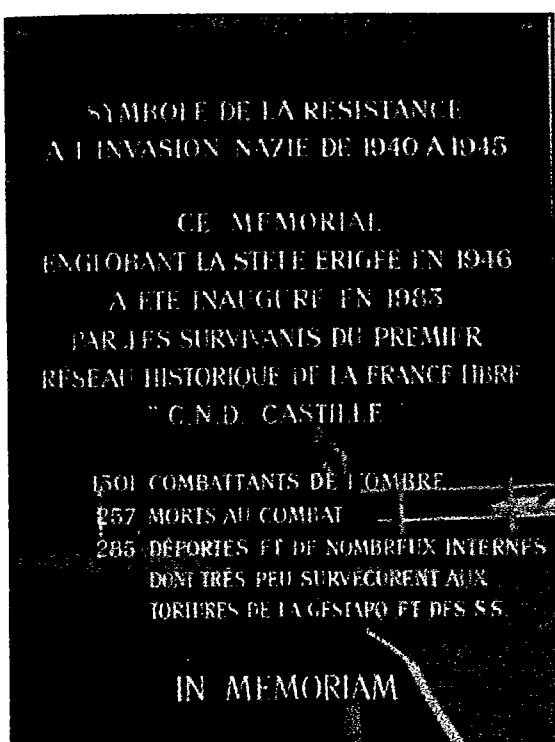
Dès lors, couvert par un guet permanent des alentours, « Roméo » émet jusqu'à six heures par jour, au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité, car telle en est la nécessité. Ainsi, « Rémy » qui a installé sa « centrale » à Nantes – à mi-distance entre Brest et Bordeaux - peut déclarer : « **Enfin, le réseau dispose d'une base solide** ». A partir de mars 1941, le réseau s'organise et pallie ses carences grâce à la débrouillardise et à l'ingéniosité de ses agents, Londres faisant le reste. « *CND-Castille* » qui va devenir l'une des organisations les plus puissantes et les mieux structurées, voit au cours de l'année 1941 ses effectifs passer de 80 agents environ à 430. De plus, après le démantèlement du réseau « Saint-Jacques », « Rémy », en accord avec Londres décide de reprendre les « épaves » de ce réseau et d'étendre la C.N.D. à l'ensemble de la zone occupée. (C11)



Dans le mémoire de maîtrise qu'il a consacré, en juin 1995, à la « *CND-Castille* », Yves Chanier dresse le bilan de l'action de ce réseau, complétant ainsi celui gravé dans la pierre du mémorial des Salles de Castillon, « **inauguré en 1983 par les survivants du premier réseau historique de la France Libre, *CND-Castille*** ».

Sur le plan militaire, 66 courriers et environ 3000 messages parviennent à Londres, entre novembre 1940 et septembre 1944. Les renseignements de première importance et les diverses informations qu'ils contiennent aboutissent souvent à des raids aériens alliés qui entravent ou paralysent l'effort de guerre allemand.

En ce qui concerne le bilan humain, 1942 est l'année qui voit le plus grand nombre d'adhésions avec plus de 450 personnes. Sur les 1540 agents qui s'engagent dans le réseau, plus de 50 % l'ont fait entre novembre 1940 et décembre 1942. 1943 est l'année la plus sombre puisqu'elle voit le démantèlement de la C.N.D. comme nous le montrerons bientôt. En 1944, une dizaine d'agents seulement s'engage dans « *Castille* ». « **La faible proportion de ces engagements, souligne Yves Chanier, était due principalement à la volonté des résistants potentiels de choisir le combat mais aussi, dans une moindre mesure, c'était la résultante de la petite taille du réseau Castille qui ne lui permettait pas de posséder une grande quantité de contacts, composante nécessaire au recrutement** ».



La plaque apposée sur le mur constituant la partie gauche du mémorial témoigne de la violence de la répression dont « *CND-Castille* » fut l'objet de la part de l'Abwehr d'abord (jusqu'en juin 1942), de la Gestapo ensuite.

Entre 1940 et 1944, 535 agents sont arrêtés, soit environ un tiers des effectifs du réseau. La règle est claire : « **tout agent convaincu d'actes de résistance est fusillé** ». Ce sont les radios et les personnes leur donnant asile qui connaissent les pertes les plus lourdes : 2/3 des effectifs arrêtés contre 1/3 pour le reste du réseau.

Yves Chanier, dans son mémoire, rappelle que « **sur 24 radios, 16 furent arrêtés : 4 furent fusillés, 1 mourut sous la torture ; les 11 autres furent déportés ; 3 moururent en déportation** ». Selon lui, « **l'espérance de vie** » moyenne d'un radio est comprise entre 3 et 6 mois. Pour ce qui est des agents, 20 sont arrêtés entre novembre 1940 et décembre 1941, 116 durant l'année 1942, 215 en 1943 (contre 300 engagements seulement), 103 en 1944 (contre 12 recrutements seulement).

Le plus souvent, l'arrestation conduit à la prison, si bien que l'existence en prison a fait partie, pour de nombreux résistants, de leur vie quotidienne. Cependant, tout danger n'est pas pour autant écarté.

Pour les combattants de l'ombre en effet, être arrêtés est le début d'une terrible épreuve, car ils savent que, tombés aux mains de la Milice ou des Allemands, ils ne peuvent espérer bénéficier des droits accordés aux combattants des troupes régulières.

Dès lors, une question hante la plupart des résistants : savoir comment on se comportera soi-même car tous savent qu'on va les soumettre à des interrogatoires interminables, répétés et extrêmement durs, à des sévices cruels et variés.



Comme la preuve en fut apportée au procès de Nuremberg par le procureur français Dubost (débat du 25 janvier 1946), « **la torture fut une technique d'interrogatoire généralisée et systématique sur tout le territoire français et dans tous les pays occupés** » : coups de ceinturon, de nerf de boeuf ou de poing américain, tortures sur les parties les plus sensibles du corps, brûlures de cigarettes sur les seins des femmes, supplice de la baignoire et autres tortures encore plus immondes. Il suffit de lire les narrations faites par ceux qui ont pu en réchapper, pour comprendre que miliciens français ou agents allemands de la Gestapo, pour essayer d'obtenir des noms, des adresses, des renseignements sur les rendez-vous clandestins, sont capables de torturer leurs « hôtes » jusqu'à la limite de leurs forces, voire jusqu'à la mort ou l'aveu (que les forces ennemies ont parfois réussi à obtenir sans grande difficulté et sans la moindre torture, parce que, nous a confié Jean-Paul Seret-Mangold, « (...) **on arrivait à leur faire peur... Certains ont parlé par crainte** ») et leur supplice en est encore plus dur.

Ainsi, parmi les agents de « *CND-Castille* » passés entre les mains de tortionnaires spécialisés, 14 meurent durant leur internement. D'autres, plutôt que de risquer d'être contraints de parler sous la torture, préfèrent se suicider.



Trois de la « *CND-Castille* » choisissent de mettre délibérément fin à leur vie. Parmi eux, le professeur Jean Auriac qui est arrêté le 19 juillet 1941, jour de l'arrestation de Loustanau-Lacau, le chef du réseau « *Alliance* ».

Ce jour-là, il siège dans un jury d'examen à la faculté de médecine, lorsque les policiers viennent l'arrêter.

Il est aussitôt conduit devant le commissaire principal Pierre Poinot qui, comme l'écrit Guy Penaud, dans ses « *Chroniques secrètes de la Résistance dans le Sud-Ouest* », « **ne dissimulait pas sa sympathie pour les cagouards dont il se vantait d'avoir fait partie** » et qui « **se fit remarquer plus particulièrement par son activité répressive** » d'abord contre les communistes (359 arrestations pour la seule année 1942), puis, contre les membres des loges maçonniques, les gaullistes, bref contre tous ceux qui s'opposaient au régime en place ou à l'occupant.

« **La nuit suivante, souligne Henri Noguères, à 3 h 30 du matin, dans la cellule où on l'a incarcéré après un premier interrogatoire dont on imagine, sans peine comment il a été conduit** » par le commissaire Poinot dont, pour reprendre Guy Penaud, « **la haine des communistes, des gaullistes, des francs-maçons ou des Juifs, l'admiration sans borne pour les méthodes nazies et le dévouement à la collaboration firent le plus zélé des partisans français que la Gestapo et la Feldgendarmerie aient pu trouver dans le Sud-Ouest** », se donne la mort, pour ne pas parler.

En se sentant plus fort que l'ennemi, en ce sens qu'il a eu le dernier mot (comme, plus tard, Pierre Brossolette, Jacques Bingen ou Claude Bonnier), il remporte sans doute, à l'instant de sa mort, sa plus belle victoire.

Parmi les personnes appréhendées, quelques-unes (quatorze) parviennent à s'enfuir ; d'autres (soixante-et-onze) sont libérées, faute de preuves ; 48 sont fusillées dont 11 au Mont-Valérien, principal lieu des exécutions et des représailles perpétrées par les Allemands dans la région parisienne que nous évoquerons plus loin. Sur les 535 agents arrêtés, 380, soit plus de 70 % sont déportés dans les camps de concentration allemands. 2 seulement sont parvenus à s'échapper durant leur transport vers l'Allemagne. Sur la totalité des gens déportés, 103 trouvent la mort dans l'enfer concentrationnaire nazi ; 25 sont portés disparus. 240 seront rapatriés après la Libération.

En plus de la destruction physique et psychologique, certains doivent, après des années de souffrances et l'horreurs, faire face à de nouvelles épreuves comme la destruction matérielle de leurs biens – car, systématiquement, la Gestapo et ses valets français ont pillé les maisons et les biens des gens arrêtés – ou la disparition d'êtres chers.



